

## MOTION CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL.

Le décret sorti récemment permettant aux professeurs de lycée professionnel d'enseigner en collège ou en lycée général n'était pas anodin.

Le passage du lycée professionnel sous la double tutelle du Ministère de l'Éducation nationale et du Ministère du travail n'était pas anodin.

Les premières annonces gouvernementales concernant la transformation de la voie professionnelle ont amené à se mobiliser le mardi 18 octobre tous les syndicats et les professeurs de lycée pro qui dénoncent ce projet, lequel mettrait en grave danger l'avenir scolaire et professionnel des jeunes et engendrerait des suppressions de postes chez les personnels.

Nous sommes en effet révoltés par ces annonces qui prédisent de sombres heures à nos lycées professionnels, lesquels passeront bientôt sous le joug de l'entreprise.

Ce serait par exemple l'augmentation de 50 % des PFMP, qui diminuerait d'autant les heures d'enseignement dans l'établissement pour les élèves, ce qui compromet gravement leur possibilité de réussir aux examens et de poursuivre leurs études.

Ce serait encore la possibilité que le conseil d'administration ne soit plus présidé par le chef d'établissement... mais par un chef d'entreprise.

Sous couvert d'autonomie renforcée, des « expérimentations d'établissements » pourront être menées permettant de ne pas respecter les grilles horaires disciplinaires nationales. Pour nous, chaque élève, peu importe son lieu de vie et de scolarité, doit bénéficier des mêmes horaires de cours pour accéder à un même diplôme. Et toutes les disciplines doivent être enseignées car elles jouent toutes un rôle essentiel dans la formation professionnelle et citoyenne. Le cadre national des grilles horaires doit être maintenu pour garantir des diplômes nationaux assurant une qualification reconnue.

Les fermetures et ouvertures de filières dans les établissements seraient décidées uniquement au prisme des besoins locaux de proximité ce qui, pour nos élèves, va considérablement réduire leur choix de formation. Les enseignants seront quant à eux sommés de se reconvertir.

Il ne faut pas mentir aux familles, aux élèves, en leur faisant miroiter une réforme qui d'un coup de baguette magique améliorerait leur situation. Ces élèves qui intègrent une seconde Bac Pro ou une 1<sup>ère</sup> année de CAP parce qu'ils ont des difficultés scolaires, ont besoin de bénéficier de la force des lycées pro qui les remet en selle et leur redonne confiance en eux, leur montre qu'ils sont capables d'y arriver... et ils y arrivent.

Depuis quelques années, si l'apprentissage augmente, c'est parce que le gouvernement paie les entreprises, et les sommes allouées sont phénoménales ! Quand les primes pour l'apprentissage prendront fin, la bonne volonté des patrons pour former des jeunes de 15 ans qui n'ont souvent pas le savoir-être nécessaire prendra certainement fin aussi.

Ce projet de réforme constitue un danger pour l'avenir des élèves et une véritable remise en cause d'un des piliers de l'école Républicaine, l'égalité entre tous les jeunes.

Nous nous opposons à la destruction d'un enseignement professionnel scolaire, public et laïque, et nous rappelons quelques chiffres :

- ☹ Le taux de rupture d'un contrat en apprentissage avoisine les 40% pour les moins de 18 ans. Non, l'apprentissage ne fonctionne pas : l'exemple allemand, souvent érigé en modèle, a fait récemment ce constat d'échec ;
- ☹ 68% des élèves entrant en seconde bac pro obtiennent le bac contre seulement 41% des apprentis ;
- ☹ Après le bac pro, 46% des élèves font une poursuite d'études contre seulement 9% des apprentis.

Doit-on se résigner à voir la machine apprentissage sarcler nos boutures de citoyens ?! Détruire notre idée de l'Ecole et de ce qu'elle doit transmettre ?

Liquider le lycée professionnel au profit d'un apprentissage que les entreprises ne veulent pas pour les enfants dont nous avons la responsabilité ne peut pas constituer la base d'une réforme !

N'est-ce pas injurieux de ne jamais féliciter l'enseignement professionnel quand il remet sur les rails par une pédagogie constructive des jeunes souvent cabossés par des difficultés multiples ?

Ce projet de réforme, c'est la fin de l'école pour toutes et tous. L'avenir des enfants de notre pays n'est pas dans l'apprentissage précoce mais dans l'Ecole de la République.

Nous dénonçons le recours à l'apprentissage pour apporter une réponse en adéquation avec les besoins des entreprises locales au détriment du choix des élèves.

Aucune réforme ne se construit contre les jeunes, contre les personnels, contre l'Ecole. Cette école qui rassemble, qui instruit, qui éduque autour de valeurs communes et assure la force d'une nation.

Nous affirmons donc ici notre volonté de ne pas cesser de nous mobiliser tant que ce projet ne sera pas retiré.

**Les élus SNETAA/FNEC-FP-FO du LPO Jean Monnet**

Libourne, le lundi 7 novembre 2022